



FBSA
Fonds Belge de Sécurité Alimentaire



RAPPORT D'ACTIVITES 2010

LEXIQUE DES SIGLES

SIGLE	DEFINITION
ADéCoB	Association pour le Développement des Communes du Borgou
ADECOI	Projet d'Appui au Développement Communal et aux Initiatives Locales
ASGoL	Appui Suisse à la Gouvernance Locale
CAD	Commission Administrative Départementale
CeCPA	Centre Communal de Promotion Agricole
CFA	Colonies Françaises d'Afrique
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
CSAF	Chef Service Affaire Financière
CST	Chef Service Technique
CTG	Comité Technique de Gestion
CVA	Conducteur de Véhicules Administratifs
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAT	Direction de l'Aménagement du Territoire
DEL	Développement Economique Local
DFG	Direction de la Femme et du Genre
DGAE	Direction Générale de l'Administration d'Etat
DGDGL	Direction Générale de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPQC	Direction de la Promotion, de la Qualité et du Conditionnement
ECOLOC	Forum sur le développement Economique Local
FADeC	Fonds d'Appui pour le Développement des Communes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation
FASADEL	Filière Agricole, Sécurité Alimentaire et Développement Economique Local
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
FDL	Fonds de Développement Local
FENU	Fonds d'Equipeement des Nations Unies
FOPAD	Forum des Partenaires au Développement
GBCO	Gestion Budgétaire et Comptable des Communes
INSECALIN	Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle
JIF	Journée Internationale de la Femme
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MDGLAAT	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de

	l'Aménagement du Territoire
MFSN	Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale
MPO	Manuel de Procédures et d'Opérations
OFFE	Observatoire de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONASA	Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire
OP	Organisations Paysannes
PAI	Programme Annuel d'Investissement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARIEFIC	Plan d'Actions de Renforcement Institutionnel Economique et Financier des Communes
PA3D	Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement économique local au Bénin
PDC	Plan de Développement Communal
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PPP	Partenariat Public Privé
PRODOC	Document du Projet
PTA	Programme de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SECALIN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SIG	Système d'Information Géographique
SIT	Système d'Information Territorialisé
SPDL	Services de Planification et de Développement Local
SP/CONAFIL	Secrétariat Permanent /Commission Nationale des Finances Locales
TDL	Taxe de Développement Local
UAC	Unité d'Appui Conseil du Projet
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
VNU	Volontaire des Nations Unies
ZIP	Zone d'Intervention du Projet

TABLE DES MATIERES

LEXIQUE DES SIGLES.....	2
INTRODUCTION.....	5
I. LES ENJEUX DE L'ANNEE 2010	6
II. LES PROGRES ENREGISTRES EN 2010	6
2.1. Au plan politique et institutionnel.....	6
2.2. Résultats atteints en 2010.....	7
2.2.1. Réalisations physiques.....	7
2.2.2. Exécution financière	17
2.2.3. Situation des finances locales dans les communes partenaires	17
III. L'ADMINISTRATION DU PROJET	17
3.1. L'équipe et les autres organes de gestion du projet.....	17
3.2. Mise en place des équipements.....	18
3.3. Programmation et suivi évaluation	18
3.4. Communication sur le projet.....	18
IV. LES DIFFICULTES RENCONTREES	19
V. LES PERSPECTIVES POUR 2011	19
5.1. Au plan politique.....	19
5.2. Activités majeures à mettre en œuvre	20
CONCLUSION	23
ANNEXE : TABLEAU RECAPITULATIF DE LA MISE EN ŒUVRE DU PTA 2010	24

Numéro et Titre du Projet : BEN/09/C01 «**Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement Economique Local au Bénin**» PA3D

INTRODUCTION

Le Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement économique local au Bénin (PA3D) a une durée de 5 ans. Il couvre la période : 15 juin 2009 au 15 juin 2014. D'un coût total de 9.700.000 \$ US soit 4.656.000.000 F CFA, il est financé par l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund), le Programme des Nations Unies de Développement (PNUD), le Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA) et le Gouvernement du Bénin.

Le Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire (MDGLAAT) est le ministère de tutelle du projet.

L'Objectif global de ce projet est de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le Borgou. De façon spécifique, il vise à renforcer les capacités des communes et des acteurs locaux à stimuler efficacement le développement économique et à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Le présent rapport fait le point des activités menées par l'Unité d'Appui Conseil (UAC) au cours de l'année 2010. Il comporte un rappel des enjeux de l'année 2010, les résultats significatifs obtenus par produit, les difficultés rencontrées, le bilan d'exécution financière et les perspectives pour 2011.

Il faut noter que l'année 2010 a été consacrée à la mise en œuvre des activités d'appuis institutionnels et de définition de stratégies opérationnelles au niveau du projet, de même que celles relatives à l'élaboration des PDC de deuxième génération et d'opérationnalisation du Fonds de Développement Local (FDL)¹.

Les différentes activités formulées en termes d'appui consistent en des accompagnements dans les domaines technique, organisationnel et financier.

¹ FDL : le Fonds de Développement Local est constitué de (i) la contribution de l'UNCDF au guichet « Non-affecté » du FADEC d'un montant de 1.000.000 US \$ et (ii) la dotation aux investissements destinée aux communes de la zone d'intervention du projet d'un montant de 3.500.000 US \$. La contribution au FADEC passe par le compte « FADEC » tandis que le FDL passe par le compte « FDL-PA3D », tous ouverts dans les livres du Trésor Public.

I- Les enjeux de l'année 2010

Les enjeux pour 2010 étaient de six ordres. Il s'agit de :

1. l'appui à l'appropriation du nouveau contexte institutionnel marqué par l'opérationnalisation du Fonds d'Appui pour le Développement des Communes (FADeC) et la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC) ;
2. l'appui à l'activation des différents guichets des FDL pour le démarrage des investissements ;
3. l'appui aux communes pour la finalisation à temps du processus d'élaboration des PDC ;
4. la réalisation de l'étude sur l'insécurité alimentaire dans la Zone d'Intervention du Projet ;
5. l'élaboration de la stratégie opérationnelle Genre du PA3D ;
6. la réalisation de l'Etude de référence du PA3D.

II- Les progrès enregistrés en 2010

2.1. Au plan politique et institutionnel

L'environnement politique et institutionnel a été essentiellement marqué par la mise en œuvre d'actions relatives à :

- ✓ l'audit du FADeC au titre des exercices budgétaires 2008 et 2009 (démarche, rapportage, enseignements à tirer pour la suite) ;
- ✓ la vulgarisation de la PONADEC;
- ✓ la définition d'indicateurs de suivi dans le secteur, ceux actuellement utilisés arrivant à terme en 2010 ;
- ✓ la mise en place d'un fonds commun d'assistance technique aux communes en matière de maîtrise d'ouvrage.

Le cadre légal et réglementaire s'est enrichi avec l'adoption et la promulgation de la loi sur l'intercommunalité.

Au plan électoral, le rôle des acteurs communaux dans les préparatifs des échéances électorales de 2011 les a rendus moins disponibles au cours du quatrième trimestre de l'année 2010. Ceci s'est traduit par des perturbations dans la mise en œuvre des activités de cette période.

A ce jour, en dehors de quelques initiatives thématiques (finances locales par exemple), il n'existe pas encore un système intégré de suivi évaluation du processus de décentralisation déconcentration au niveau national.

Le dialogue avec les ministères sectoriels a enregistré une avancée certaine. En effet, le transfert direct de ressources aux communes sera expérimenté au niveau des ministères en charge de l'approvisionnement en eau potable, de l'éducation, de la santé et celui des travaux publics.

2.2. Résultats atteints en 2010

Cette présentation des résultats enregistrés est faite, produit par produit, en trois étapes : il y a le rappel des prévisions, les résultats atteints et enfin un focus sur le niveau d'atteinte des principaux indicateurs.

2.2.1. Réalisations physiques

Produit 1 : Les communes évoluent dans un environnement institutionnel et financier plus favorable.

Le projet prévoyait d'appuyer la Direction Générale de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (DGDGL), la Direction Générale de l'Administration d'Etat (DGAE), la Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) et la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL) dans le développement d'outils de mise en œuvre et de suivi de la PONADEC.

A cet effet, il était prévu un appui en vue de l'opérationnalisation de la PONADEC de même qu'une contribution substantielle à la mise en œuvre du plan d'assistance conseil de l'administration départementale.

Cet appui sera poursuivi en 2011 avec les autres communes sur la base des résultats des PARIEFIC.

Les principales activités programmées visaient à améliorer l'environnement dans lequel évoluent les collectivités locales et ce à travers les actions majeures ci-après :

- ✓ l'appui financier à la Préfecture B/A pour la mise en œuvre de son plan d'assistance conseil 2010;
- ✓ l'appui financier à la DAT pour le développement d'un Système d'Information Territorial (SIT);
- ✓ l'appui financier à l'élaboration des cahiers de charge informatique dans le cadre de la gestion budgétaire et comptable des communes;
- ✓ l'appui matériel aux communes pour la mise en place de stratégies de mobilisation des ressources locales.

Résultats d'activités :

En 2010 le PA3D a contribué à la vulgarisation de la PONADEC dans les départements du Borgou et de l'Alibori. Dans le cadre de l'appui pour l'accroissement des ressources propres des communes, les services des affaires économiques des communes de Pèrèrè, de Nikki, de Kalalé et de Sinendé ont bénéficié chacun d'une moto et d'équipements informatiques.

Les autres réalisations issues de la mise en œuvre des activités sont :

- ✓ le SP/ADeCoB est recruté avec le concours du PA3D, de l'ASGoL et de la SNV. Un appui en mobilier a été mis en œuvre pour son installation.
- ✓ la version provisoire du SIT est disponible ;
- ✓ trois activités du Plan d'Assistance Conseil de la préfecture en lien avec les objectifs du projet ont pu être réalisées, correspondant à environ 50% du montant des actions identifiées. Il s'agit (i) de l'élaboration des plans de communication des communes ; (ii) de l'appui au communes pour l'analyse de conformité des PDC2 et (iii) de la formation des élus locaux sur les textes de lois de la décentralisation.
- ✓ Le plan de communication du PA3D est disponible.
- ✓ La troisième session du Forum des Partenaires au Développement (FOPAD) est organisée.

Situation des indicateurs de performance retenus pour le produit 1

INDICATEURS	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
(i) le dispositif de mise en œuvre et de suivi de la PONADEC est opérationnel	En attendant la mise en place du Secrétariat Permanent de la PONADEC, des activités de substitution ont été programmées et réalisées dont la vulgarisation de la PONADEC
(ii) la DAT a expérimenté un SIG territorial	La version provisoire du SIT est disponible
(iii) le plan d'assistance conseil de la Préfecture est mis en œuvre à au moins 50%	Trois activités du Plan d'Assistance Conseil de la préfecture en lien avec les objectifs du projet ont pu être réalisées, correspondant à environ 50% du montant des actions identifiées. Il s'agit (i) de l'élaboration des plans de communication des communes ; (ii) de l'appui au communes pour l'analyse de conformité des PDC2 et (iii) de la formation des élus locaux sur les textes de lois de la décentralisation.
(iv) la CAD est appuyée pour la prise en compte des questions de sécurité alimentaire et de genre	les résultats de l'analyse de la chaîne des valeurs ajoutées des filières maraîchage et petit élevage ont été restitués à la Commission Administrative Départementale (CAD) au cours du 4 ^{ème} trimestre.

Produit 2 : Les communes investissent davantage dans des filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Il était envisagé de faire le point des actions en cours et de proposer aux acteurs une démarche concertée et une stratégie intégrée de lutte contre l'insécurité alimentaire à travers la promotion de filières stratégiques précisément en ce qui concerne la réalisation d'infrastructures, le renforcement des capacités de production, de stockage et de transformation.

Les principales activités programmées étaient :

- ✓ l'abondement du FADeC
- ✓ l'appui technique et financier pour la réalisation d'une analyse de chaîne des valeurs ajoutées (CVA) des 2 filières (identification des besoins spécifiques des différents acteurs de la filière) ;
- ✓ l'appui financier pour le démarrage de la mise en œuvre des recommandations des analyses de la CVA (identification de partenariats possibles et recherche de synergie avec les autres acteurs sur le terrain) ;
- ✓ l'extension de l'expérience du warrantage dans les communes de la Zone d'Intervention du Projet (ZIP) ;
- ✓ l'opérationnalisation du FDL ;
- ✓ l'appui technique et financier pour la réalisation des plans types pour les infrastructures de stockage et de l'élevage ;
- ✓ l'appui technique et financier aux communes pour la construction et l'amélioration des infrastructures de stockage et d'élevage ;
- ✓ l'appui technique et financier pour l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) prenant en compte la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SECALIN) et le genre ;
- ✓ l'identification des déterminants de la SECALIN ;
- ✓ la sensibilisation des ménages en Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle (INSECALIN) sur les techniques d'intensification de la production, stockage et conservation des produits, transformation/mise en marché ;
- ✓ la formation/sensibilisation des ménages cibles (en INSECALIN) sur les bons comportements nutritionnels.

Résultats d'activités :

L'élargissement du warrantage aux 5 autres communes étant conditionné par la réalisation des magasins de stockage, la construction de 12 magasins de stockage munis de boutiques intrants spécifiques a démarré au dernier trimestre de 2010. Ces 12 magasins seront livrés à la fin du premier trimestre 2011.

On retiendra également, au titre de 2010, que :

- ✓ les goulots d'étranglement des filières «maraîchage» et «petit élevage», prenant en compte le Genre, sont connus à l'issue d'ateliers d'analyse ;
- ✓ l'étude des déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a été réalisée ;
- ✓ des partenariats sont signés entre les communes et les Centres Communaux de Promotion Agricole (CeCPA) pour la mise en œuvre des activités ;
- ✓ 70% du FDL prévu pour 2010 sont mis à disposition du trésor public et transférés aux communes ;
- ✓ les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire sont identifiés ;
- ✓ les paquets technologiques relatifs aux techniques d'intensification de la production, de stockage et conservation des produits, de transformation et de mise en marché sont en cours d'actualisation/édition.
- ✓ Les communes d'intervention du projet ont été appuyées techniquement et financièrement pour l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) prenant en compte la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SECALIN) et le genre ;
- ✓ Le FADEC a été abondé.

Situation des indicateurs de performance retenus pour le produit 2

INDICATEURS	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
(i) la chaîne de valeurs ajoutées d'au moins 2 filières agricoles est analysée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les goulots d'étranglement des filières maraîchage et petit élevage, prenant en compte le Genre, sont connus à l'issue d'ateliers d'analyse. ✓ L'étude des déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a été réalisée. ✓ Des partenariats sont signés entre les communes et les CeCPA pour la mise en œuvre des activités.
(ii) le warrantage est mis en œuvre dans les 7 communes	<p>Ce critère de qualité ne peut être atteint que lorsque les infrastructures de stockage de produits vivriers en cours seront achevées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 70% du FDL mis à disposition du trésor public et effectivement transférés aux communes.
(iii) au moins 1 infrastructure de soutien aux filières agricoles est réalisée dans chaque commune	<p>La réalisation des projets d'infrastructures (boutiques d'intrants agricoles spécifiques, hangars de marchés...) en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle a démarré dans les communes.</p>
(iv) au moins 1100 ménages sont formés sur les techniques d'intensification de la production, de stockage, de conservation, de transformation et de mise en marché	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ménages cibles identifiés ✓ Paquets technologiques en cours d'actualisation/édition.

Produit 3 : Les communes mettent en œuvre des mesures en vue de la réduction des inégalités dont sont victimes les femmes

Le PA3D a prévu de mener, au titre de ce produit, des actions de sensibilisation et de renforcement de capacités à l'endroit des femmes mais également en direction des élus communaux afin que des mesures spécifiques en faveur des femmes soient prises dans les budgets communaux. Des initiatives communales au profit des femmes seront également financées sur les ressources du FDL.

Les principales activités programmées portaient sur :

- ✓ l'appui technique aux communes en vue de l'activation et/ou de la mise en place d'un cadre de concertation communal sur les questions relatives au Genre (élaboration TDR, identification des acteurs potentiels, séances d'échanges) ;
- ✓ la mise en œuvre de la démarche de prise en compte des vulnérables dans les PDC;
- ✓ la formation des acteurs communaux sur le « Gender budgeting » ;
- ✓ l'appui technique et financier pour l'organisation de la journée internationale de la femme (JIF) le 08 mars 2010 ;
- ✓ l'appui technique pour le financement des initiatives communales au profit des femmes ;
- ✓ l'élaboration de la stratégie Genre du PA3D ;
- ✓ l'identification des besoins en formation et en appui-installation des groupements identifiés (Elaboration de TdR, enquête) ;
- ✓ l'élaboration d'un plan d'appui-accompagnement et de suivi par groupement (proposition et validation).

Résultats d'activités :

En 2010, Le PA3D et l'ASGoL ont appuyé les 7 Communes ordinaires à disposer de PDC sensibles en genre. Les autres réalisations sont :

- ✓ le document de la stratégie Genre a été élaboré avec la participation des acteurs stratégiques des 07 communes. La mise en œuvre de la stratégie a démarré avec la mise en place des cadres de concertation et la capacitation de ses membres ;
- ✓ le processus d'élaboration des plans d'action 2011 des cadres de concertation est en cours.
- ✓ la JIF 2010 a été célébrée à Kalalé par toutes les sept communes de la ZIP et 5 PTF. A cette occasion, des témoignages sur des expériences réussies de scolarisation des filles ont été partagés avec les participants pour encourager la promotion de la scolarisation des filles. Le processus a été évalué et une séance préparatoire de la JIF 2011 tenue ;

- ✓ les membres des Comités de Pilotage (dont sont membres des élus et personnels communaux) ont été formés sur la planification et la budgétisation sensibles au genre lors de l'élaboration des PDC ;
- ✓ 54 groupements et leurs besoins en renforcement de capacités ont été identifiés.

Situation des indicateurs de performance retenus pour le produit 3

INDICATEURS	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
(i) la stratégie genre du PA3D est élaborée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le document de la stratégie Genre élaboré avec la participation des acteurs stratégiques des 07 communes est disponible. ✓ La mise en œuvre a démarré: les cadres de concertation sont mis en place et formés. ✓ Le processus d'élaboration des plans d'action 2011 des cadres de concertation est en cours.
(ii) la JIF est célébrée dans les 7 communes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La célébration concertée de la JIF 2010 à Kalalé par toutes les sept communes et 5 PTF a été effective. Le processus a été évalué et une séance préparatoire de la JIF 2011 tenue. ✓ Le CTG a recommandé de donner à cette célébration un contenu ayant un lien avec les résultats attendus du projet.
(iii) les personnels et élus communaux sont formés sur le «gender budgeting»	Les membres des Comités de Pilotage (dont sont membres des élus et personnels communaux) ont été formés sur la planification et la budgétisation sensibles au genre lors de l'élaboration des PDC.
(iv) au moins 15 groupements accompagnés dans la mise en œuvre de leurs initiatives	54 groupements et leurs besoins en renforcement de capacités ont été identifiés. Les accompagnements sont prévus pour 2011.

Produit 4 : Les communes favorisent la diversification des sources de revenus des groupes vulnérables

Il s'agit d'accompagner les initiatives économiques émanant des groupes vulnérables en renforçant leurs capacités d'auto emploi et en soutenant des initiatives intercommunales de PPP créatrices d'emplois et de revenus au niveau local.

Les principales activités programmées à cet effet étaient :

- ✓ l'élaboration d'un plan d'action sur les questions des groupes vulnérables ;
- ✓ l'appui technique et financier pour la mise en œuvre du plan d'action sur les questions des groupes vulnérables ;

- ✓ la sensibilisation des vulnérables sur les activités du cadre de concertation sur les questions relatives au genre ;
- ✓ l'appui technique et financier aux communes pour identifier les initiatives économiques à caractère intercommunal ;
- ✓ l'appui technique aux communes pour l'identification, l'établissement et la mise en œuvre des partenariats avec le secteur privé ;
- ✓ l'appui technique et financier pour la mise en service de la mini-laiterie de Nikki ;
- ✓ la formation des vulnérables sur le montage des projets et suivi des dossiers ;
- ✓ le renforcement des capacités des opérateurs privés à initier des projets viables en milieu rural ;
- ✓ l'accompagnement des porteurs de projets pour leur installation.

Résultats d'activités :

Le ciblage des personnes jugées vulnérables a permis d'identifier 330 personnes menant des activités économiques en lien avec les thématiques du PA3D. Leur formation et leur installation se feront à partir de 2011. La mise en place d'une structure de maîtrise d'ouvrage déléguée permettra aux communes de mettre en œuvre des projets intercommunaux. Dans cette perspective on retiendra, au titre de 2010, que :

- ✓ les personnes vulnérables porteuses de projets à soumettre au financement du FDL ont été identifiées. Les différents appuis par les communes sont en cours (signature des accords avec les CeCPA, mise à disposition des ressources) ;
- ✓ les équipements complémentaires de la mini laiterie sont mis en place et la remise officielle de la mini-laiterie aux communes a eu lieu ;
- ✓ le fermier est recruté et les activités de la mini laiterie ont démarré le 1^{er} septembre 2010² ;
- ✓ les réflexions sur la mise en place d'un dispositif de promotion du développement économique local sont en cours (recherche de synergie avec processus ECOLOC et programme DEL de la coopération suisse).

² Les principales difficultés relevées ont notamment trait à l'approvisionnement en lait frais auprès des éleveurs et à l'insuffisance des équipements (mini réfrigérateurs) de conservation et de promotion des produits.

Situation des indicateurs de performance retenus pour le produit 4

INDICATEURS	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
(i) 40 personnes jugées vulnérables sont formées à l'auto emploi (ii) 55 porteurs de projets sont appuyés pour leur installation	(i) et (ii) Les personnes vulnérables porteuses de projets à soumettre au financement du FDL ont été identifiées. Le processus de mise en place des appuis par les communes est en cours (signature des accords avec les CeCPA, mise à disposition des ressources)
(iii) 3 initiatives intercommunales en cours de réalisation	<ul style="list-style-type: none">✓ Les équipements complémentaires de la mini laiterie sont mis en place et la remise officielle de la mini-laiterie aux communes a eu lieu.✓ Le fermier est recruté et les activités de la mini laiterie ont démarré le 1er septembre 2010.✓ Les réflexions sur la mise en place d'un dispositif de promotion du développement économique local sont en cours: recherche de synergie avec processus ECOLOC et programme DEL de la coopération suisse.

Produit 5 : Les communes améliorent les politiques publiques locales

L'élaboration et la mise en œuvre des investissements communaux nécessitent un renforcement organisationnel des collectivités. Le projet ADECOI a appuyé les communes dans l'élaboration de plans de redressement institutionnel, économique et financier. Il s'agira d'appuyer leur mise en œuvre. Lesdites actions de renforcement de capacités programmées dans les plans de redressement seront mises en cohérence avec le plan d'assistance conseil de la préfecture dans le cadre d'un programme pluriannuel. L'auto évaluation et les vérifications des organes publics de contrôle permettra de mesurer les performances atteintes et de tirer des enseignements.

Les principales activités programmées visaient :

- ✓ la formation sur la planification sensible au genre et à la SECALIN.
- ✓ le suivi appui-conseil du processus de planification et programmation ;
- ✓ l'évaluation d'une partie des investissements réalisés dans le cadre du projet ADECOI (Fréquentation, Entretien, Gestion, Enquête de satisfaction) ;
- ✓ le renforcement des capacités (Passation des marchés, gestion des infrastructures, équipements) des communes dans la maîtrise d'ouvrage communale ;

- ✓ la réalisation de l'étude de référence du projet ;
- ✓ l'appui technique et financier pour la mise en œuvre des PARIEFIC (amélioration des services d'état civil) ;
- ✓ l'appui technique aux communes pour le réaménagement des systèmes de suivi évaluation (intégration des dimensions d'auto-évaluation et de suivi de la fourniture de services aux citoyens) ;
- ✓ le renforcement des capacités des Services de Planification et de Développement Local (SPDL) pour la mise en œuvre d'activités de suivi et d'auto-évaluation participative de la décentralisation et de la gouvernance locale.

Résultats d'activités :

Les principales contributions à l'atteinte de ces résultats sont :

- ✓ les communes disposent d'un cadre de dialogue pour la prise en compte des préoccupations des populations à l'occasion de l'élaboration et de la mise en œuvre des documents de planification ;
- ✓ les ateliers de verdissement des PDC ont été organisés et les documents pré-définitifs ont été transmis aux communes pour examen et adoption par les conseils communaux ;
- ✓ la mission de contrôle (gestion des fonds FADeC) s'est effectuée sur financement du Budget National ;
- ✓ l'appui à la mise en œuvre des actions planifiées dans les PARIEFIC sous forme :
 - d'appui en matériels roulant et informatique aux services communaux en charge du recouvrement des recettes ;
 - de vulgarisation du guide de recouvrement de la TDL au niveau de toutes les communes ;
- ✓ le cahier de charges informatiques en matière de gestion budgétaire des communes est élaboré. Le document est validé et la version définitive du cahier de charges est transmise au SP/CONAFIL ;
- ✓ les activités préparatoires à l'organisation des autoévaluations participatives sont achevées et les autoévaluations sont prévues pour décembre 2010 et janvier 2011.
- ✓ Une évaluation légère des investissements financés dans le cadre du projet ADECOI est réalisée. Elle a pour but de faire un état des lieux des réalisations sous ADECOI et d'apprécier la satisfaction des bénéficiaires ainsi que l'adaptation des modes de gestion aux contextes locaux et la pertinence (perçue) des réalisations existantes. Cette étude a permis de constater que certaines infrastructures surtout marchandes étaient mal entretenues et que les modes de gestion utilisés ne permettaient pas d'apprécier leur rentabilité. Des problèmes d'appropriation

des infrastructures socio-collectives ont été relevés (lieux d'implantation non consensuels, manque d'entretien pour certaines infrastructures). Des recommandations ont été faites pour corriger les insuffisances et éviter aux infrastructures en cours de réalisation sous financement FDL/PA3D de connaître les mêmes insuffisances. L'une d'entre elle, sur laquelle le COP a insisté, est la mise en place du mode de gestion approprié à chaque type d'infrastructure au moment même de sa réalisation.

- ✓ Le rapport de l'étude de référence est disponible.

Situation des indicateurs de performance retenus pour le produit 5

INDICATEURS	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
(i) chaque commune dispose de son PDC de 2 ^{ème} génération	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les rapports finaux des PDC2 sont disponibles ✓ Les ateliers de verdissement des PDC2 ont été organisés et les documents pré-définitifs ont été transmis aux communes pour examen et adoption par les conseils communaux.
(ii) les fonds FADeC sont audités par l'IGAA/IGF	La mission de contrôle (gestion des fonds FADEC) s'est effectuée sur financement du Budget National ;
(iii) les communes sont dotées de stratégies de mobilisation des ressources propres qu'elles opérationnalisent	Appui à la mise en œuvre des actions planifiées dans les PARIEFIC : 1°) Appui en matériels roulant et informatique aux services communaux en charge du recouvrement des recettes ; 2°) Vulgarisation du guide de recouvrement de la TDL au niveau de toutes les communes.
(iv) le cahier de charges informatiques des communes est élaboré et validé	Le cahier de charges informatiques est élaboré. Un atelier de validation organisé. La version définitive du cahier de charges est transmise au SP/CONAFIL.
(v) le score obtenu lors des auto-évaluations participatives des communes s'est amélioré par rapport à 2007	Les activités préparatoires à l'organisation des autoévaluations participatives sont achevées. Les autoévaluations sont prévues pour décembre 2010 et janvier 2011.

2.2.2. Exécution financière

En 2010, le budget autorisé au projet était d'un montant de **1 936 332 US \$**. Le taux d'exécution du budget au 31 décembre 2010 est de **94 %** soit un décaissement de **1 828 911 US\$**.

Le point d'exécution financière se trouve résumé dans le tableau ci-après :

EXECUTION DU BUDGET 2010

PARTENAIRES	BUDGET (US \$)	DEPENSES (US \$)	SOLDE (US \$)	POURCENTAGE DES DEPENSES
FBSA	1 359 665	1 304 479	55 186	96 %
PNUD	150 000	133 472	16 528	89,0 %
UNCDF	400 000	364 293	35 707	91 %
BUDGET NATIONAL	26 667	26 667	-	100,0 %
TOTAL	1 936 332	1 828 911	107 421	94 %

2.2.3. Situation des finances locales dans les communes partenaires

D'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable des 7 communes. En effet, tous les budgets primitifs et comptes administratifs sont disponibles sous forme électronique grâce à l'utilisation du logiciel GBCO, puis votés dans les délais légaux.

Néanmoins, beaucoup d'efforts restent à fournir dans le domaine de la mobilisation des ressources propres où les services en charge du recouvrement manquent d'organisation et de moyens humains, matériels et financiers d'intervention. Ce qui explique le faible niveau de mobilisation des ressources propres.

III. L'administration du projet

Cette partie du rapport abordera les aspects administratifs et institutionnels de la gestion du projet au cours de l'année 2010.

3.1. L'équipe et les autres organes de gestion du projet

En 2010, l'équipe a été constituée de :

- ✓ un (1) Coordonnateur ;
- ✓ un (1) Expert Suivi Evaluation, Renforcement de Capacités et Transfert de Connaissances ;
- ✓ trois (3) Experts thématiques (Finances Locales, Sécurité Alimentaire, Genre) ;
- ✓ un personnel administratif (Assistante de Direction et Comptable) ;

- ✓ trois (3) conducteurs de véhicules administratifs dont un en appui au Chargé de Programme UNCDF à Cotonou.

Mais il faut souligner l'immensité des activités à mener par l'Expert FASADEL, du fait que cet Expert cumule en réalité deux postes (Economie locale & Filières agricoles et sécurité alimentaire). Pour remédier à cette situation, il est prévu le recrutement d'un VNU pour compter de 2011.

Le Comité d'Orientation et de Pilotage du projet a tenu sa session ordinaire de l'année les 13 et 14 décembre 2010. Le Comité d'Attribution des Financements a été mis en place et est opérationnel. Dans la gestion du projet, l'UAC est assistée de façon rapprochée par le Comité Technique de Gestion (CTG) qui valide les Plans de Travail Trimestriels. Ce comité a été mis en place et rendu opérationnel à partir du deuxième trimestre 2010. Il émane d'une disposition du Comité d'Orientation et de Pilotage de l'Unité « Pauvreté » du PNUD.

On note cependant que le retard dans la mise en place du SP/PONADEC n'a pas permis la mise en œuvre effective de l'appui du projet à cette politique.

3.2. Mise en place des équipements

Le matériel roulant ainsi que l'équipement informatique et de bureau était déjà en place en 2009.

3.3. Programmation et suivi évaluation

Sur la base des résultats de la relecture du cadre logique du projet, le PTA 2010 a été élaboré et les plans et rapports trimestriels ont été régulièrement produits et soumis tout au long de l'année. En outre, l'UAC a pu prendre part à trois revues trimestrielles au titre de l'année 2010 de la Composante Lutte contre la Pauvreté du PNUD.

L'étude de référence a été conduite par l'équipe de projet et les résultats partagés avec l'ensemble des parties prenantes au projet. Le projet de PTA 2011 a été élaboré par l'UAC, examiné et adopté par le COP en sa session ordinaire des 13 et 14 décembre 2010.

3.4. Communication sur le projet

Les activités majeures menées à ce niveau concernent la cérémonie officielle de remise de la mini-laiterie et le lancement des infrastructures sous financement FDL. Cette dernière a connu la participation du PNUD. La presse locale et nationale a fait une large couverture de l'événement.

IV. Les difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités planifiées en 2010 sont :

- ✓ la mise en place séquentielle de l'équipe de l'UAC, ce qui rallonge les délais de maîtrise des procédures comptables et financières du PNUD;
- ✓ le retard dans la mise en place du SP/PONADEC ce qui n'a pas permis la mise en œuvre effective de l'appui du projet à cette politique;
- ✓ l'immensité des activités à mener par l'Expert FASADEL, du fait que cet Expert cumule en réalité deux postes (Economie locale & Filières agricoles et sécurité alimentaire);
- ✓ l'insuffisance des allocations de 2010 du PNUD (150.000 au lieu de 300.000 US \$ prévus dans le PRODOC).

Au plan de la gestion du projet, les perturbations de réseau internet et intranet de même que l'absence du réseau inter phonique constituent de sérieux handicaps à la communication interne et externe du projet.

Les réponses apportées à ces difficultés consistent entre autres à :

- ✓ l'utilisation par l'UAC d'une stagiaire longue durée (1 an);
- ✓ la mise en attente de certaines activités se rapportant au produit 1.

V. Les perspectives pour 2011

Il convient d'aborder la question aussi bien sous l'angle de l'environnement politique que sous celui de la mise en œuvre proprement dite du projet.

5.1. Au plan politique

L'environnement politique de l'année 2011 sera marqué par la tenue des élections présidentielles et législatives. Ces échéances ont pour effet de ralentir les activités de terrain au cours du premier trimestre de l'année.

L'adoption de la PONADEC ouvre le chantier de sa mise en œuvre et de son suivi évaluation. Les activités programmées par le projet dans ce cadre pourront connaître un début de mise en œuvre. En outre, la mise en œuvre de cette politique offre une opportunité pour la mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation de l'ensemble du secteur de la décentralisation.

Les autres avancées escomptées au cours de l'année portent sur :

- ✓ l'informatisation de la gestion comptable dans les communes restantes ;
- ✓ le transfert effectif des ressources du FADeC affecté par certains ministères ;

- ✓ l'exploitation des résultats d'audit des FADeC 2008 et 2009.

5.2. Activités majeures à mettre en œuvre

Il s'agira entre autres des activités ci-après :

Produit 1 : Les communes évoluent dans un environnement institutionnel et financier plus favorable

- ✓ Appuis institutionnels au MDGLAAT et à la Préfecture ;
- ✓ Appui financier pour l'opérationnalisation de la PONADEC ;
- ✓ Appui financier pour la mise en œuvre du PAC de la préfecture ;
- ✓ Appui technique pour l'élaboration des PAI et budgets communaux ;
- ✓ Appui technique et financier pour la mobilisation des ressources locales ;

Produit 2 : Les communes investissent davantage dans des filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- ✓ Appui technique et financier pour la mise en place des infrastructures en lien avec la SECALIN ;
- ✓ Mise en œuvre des recommandations issues de l'analyse en 2010 des filières «petit élevage» et «maraîchage» ;
- ✓ Réalisation d'une analyse de chaîne de valeur ajoutée des filières «maïs» et «manioc» (identification des besoins spécifiques des différents acteurs de la filière) ;
- ✓ Appui technique et financier pour la construction et l'amélioration des infrastructures de stockage et d'élevage (passation de marchés, suivi, etc);
- ✓ Appui technique et financier aux organisations de producteurs (OP) de vivriers pour l'approvisionnement en intrants spécifiques;
- ✓ Appui technique aux communes pour la structuration des OP de vivriers.
- ✓ Suivi de la mise en place des comités de gestion des infrastructures de stockage et renforcement de leurs capacités;
- ✓ Extension de l'expérience de warrantage;

Produit 3 : Les communes mettent en œuvre des mesures en vue de la réduction des inégalités dont sont victimes les femmes

- ✓ Poursuite de la dynamisation des cadres de concertations spécifiques en genre;
- ✓ Appui technique et financier aux communes pour l'organisation de la JIF 2011;
- ✓ Mise en œuvre de la stratégie genre du PA3D;
- ✓ Appui technique et financier pour la mise en œuvre des plans de renforcement des capacités des groupements féminins;

Produit 4 : Les communes favorisent la diversification des sources de revenus des groupes vulnérables

- ✓ Appui technique et financier pour la mise en place de l'Agence de DEL dans le Borgou;
- ✓ Accompagnement financier des porteurs de projets pour leur installation;
- ✓ Sensibilisation des ménages cibles sur les techniques d'intensification de la production, de stockage et conservation des produits, de la transformation/mise en marché.

Produit 5 : Les communes améliorent les politiques publiques locales

- ✓ Appui technique aux communes pour la réalisation des PAI 2011 intégrant le genre
- ✓ Appui technique et financier aux communes pour la mise en œuvre des interventions prévues au profit des femmes et autres groupes vulnérables.
- ✓ Formation sur la passation des marchés (après la prise de décrets d'application du nouveau code)
- ✓ Formation sur la maîtrise d'ouvrage communale et la maîtrise d'ouvrage déléguée
- ✓ Formation des Chefs Services Affaires Financières (CSAF) et Chefs Services Techniques (CST) sur l'élaboration des programmes d'entretien des équipements;
- ✓ Formation des CSAF et CST sur l'élaboration des plans annuels de passation des marchés;
- ✓ Formation des PME/PMI de la ZIP/PA3D sur le montage des DAO;
- ✓ Appui technique et financier pour la mise en œuvre des PARIEFIC (modernisation de l'état civil);
- ✓ Appui technique et financier aux communes pour la mise en œuvre des activités de planification, de suivi et d'autoévaluation participative;
- ✓ Mise en œuvre du plan de communication du PA3D.

Pour réaliser les projections ci-dessus évoquées, il sera nécessaire de recruter du personnel complémentaire (un VNU) pour appuyer l'expert FASADEL et un consultant pour superviser les réalisations du FDL.

Les prévisions budgétaires pour la mise en œuvre des activités s'élèvent à **2 124 747 US \$ réparties comme suit :**

- ✓ **UNCDF : 450 000 US \$**
- ✓ **PNUD : 150 000 US \$**
- ✓ **FBSA : 1 498 080 US \$**
- ✓ **Gouvernement: 26 667 US \$**

CONCLUSION

L'année 2010 a connu l'achèvement des processus d'élaboration des PDC de deuxième génération des communes partenaires du projet. L'opérationnalisation du FDL 2010 a permis le démarrage de la construction des infrastructures de soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La stratégie genre, l'étude de référence et l'analyse de la chaîne des valeurs ajoutées des filières maraîchage et petit élevage ont été réalisées.

Les actions planifiées permettront d'offrir aux communes les conditions de réalisation de la sécurité alimentaire et de l'accroissement de leurs ressources propres en vue de réduire les inégalités et d'accroître la qualité des services aux citoyens.

ANNEXE : TABLEAU RECAPITULATIF DE LA MISE EN ŒUVRE DU PTA 2010

Les indicateurs et les cibles attendues au titre de 2010 sont renseignés dans le tableau du PTA 2010.

PREVISIONS		REALISATIONS		OBSERVATIONS
Produits/Activités	Coûts (\$ US)	Produits/Activités	Coûts (\$ US)	
Produit 1 : Les communes évoluent dans un environnement institutionnel et financier plus favorable.				
<p>Principales activités programmées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'appui à la vulgarisation des documents de politique (PONADEC) ; ✓ l'appui à la Préfecture B/A pour la mise en œuvre de son plan d'assistance conseil 2010 ; ✓ l'appui à la DAT pour le développement d'un Système d'Information Territorial (SIT) ; ✓ l'appui à l'élaboration des cahiers de charge informatique dans le cadre de la gestion budgétaire et comptable des communes ; ✓ l'appui aux communes pour la mise en place de stratégies de mobilisation des ressources locales. 	100 000	<p>Réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ contribution à la vulgarisation de la PONADEC dans les départements du Borgou et de l'Alibori. dotation des services des affaires économiques des communes de Pèrèrè, de Nikki, de Kalalé et de Sinendé d'une moto et d'équipements informatiques chacune. ✓ l'appui à la DAT pour le développement d'un Système d'Information Territorialisé (SIT); ✓ trois activités du PAC en lien avec les objectifs du projet ont pu être réalisées, correspondant à environ 50% du montant des actions identifiées. 	75 329	<p>Les dépenses engagées n'ont pas été complètement décaissées</p>

PREVISIONS		REALISATIONS		OBSERVATIONS
Produits/Activités	Coûts (\$ US)	Produits/Activités	Coûts (\$ US)	
Produit 2 : Les communes investissent davantage dans des filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle				
<u>Principales activités programmées :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'abondement du FADeC ✓ l'appui à la réalisation d'une analyse de chaîne des valeurs ajoutées (CVA) des 2 filières (identification des besoins spécifiques des différents acteurs de la filière) ; ✓ l'appui au démarrage de la mise en œuvre des recommandations des analyses de la CVA (identification de partenariats possibles et recherche de synergie avec les autres acteurs sur le terrain) ; ✓ l'extension de l'expérience du warrantage dans les communes de la Zone d'Intervention du Projet (ZIP) ; ✓ l'opérationnalisation du FDL ; ✓ l'appui à la réalisation des plans types pour les infrastructures de stockage et de 	970 918	<u>Réalisations :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'abondement du FADeC est effectif ✓ élargissement du warrantage au 5 autres communes étant conditionnée par la réalisation des magasins de stockage, la construction de 12 magasins de stockage munis de boutiques intrants spécifiques a démarré au dernier trimestre de 2010 ; ✓ les goulots d'étranglement des filières «maraîchage» et «petit élevage», prenant en compte le Genre, sont connus à l'issue d'ateliers d'analyse ; ✓ l'étude des déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a été réalisée; ✓ des partenariats sont signés entre les communes et les Centres Communaux de Promotion Agricole (CeCPA) pour la mise en œuvre des activités entrant dans le cadre de l'appui au démarrage de la mise 	930 363	<p>Les ateliers de verdissement des PDC n'étaient pas initialement prévues dans le processus ; ce qui a créé un surcoût.</p>

<p>l'élevage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'appui aux communes pour la construction et l'amélioration des infrastructures de stockage et d'élevage; ✓ l'appui à l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) prenant en compte la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SECALIN) et le genre; ✓ l'identification des déterminants de la SECALIN ; ✓ la sensibilisation des ménages en Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle (INSECALIN) sur les techniques d'intensification de la production, stockage et conservation des produits, transformation/mise en marché ; ✓ la formation/sensibilisation des ménages cibles (en INSECALIN) sur les bons comportements nutritionnels. 		<p>en œuvre des recommandations des analyses de la CVA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 70% du FDL sont mis à disposition du trésor public et transférés aux communes ; ✓ les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire sont identifiés ; ✓ les paquets technologiques relatifs aux techniques d'intensification de la production, de stockage et conservation des produits, de transformation et de mise en marché sont en cours d'actualisation/édition ; ✓ des appuis techniques et financiers ont été apportés au communes pour l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) prenant en compte la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SECALIN), le genre et l'environnement ; 		
--	--	--	--	--

PREVISIONS		REALISATIONS		OBSERVATIONS
Produits/Activités	Coûts (\$ US)	Produits/Activités	Coûts (\$ US)	
Produit 3 : Les communes mettent en œuvre des mesures en vue de la réduction des inégalités dont sont victimes les femmes				
<u>Principales activités programmées :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'appui aux communes en vue de l'activation et/ou de la mise en place d'un cadre de concertation communal sur les questions relatives au Genre (élaboration TDR, identification des acteurs potentiels, séances d'échanges) ; ✓ la mise en œuvre de la démarche de prise en compte des vulnérables dans les PDC; ✓ la formation des acteurs communaux sur le Gender budgeting ; ✓ l'appui à l'organisation de la journée internationale de la femme (JIF) le 08 mars 2010 ; ✓ l'appui au financement des initiatives communales au profit des femmes ; ✓ l'élaboration de la stratégie Genre du PA3D ; ✓ l'identification des besoins en formation et 	210 241	<u>Réalisations :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le PA3D et ASGoL ont appuyé les 7 Communes ordinaires à disposer de PDC sensibles en genre. <p>Les autres réalisations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le document de la stratégie Genre a été élaboré avec la participation des acteurs stratégiques des 07 communes. La mise en œuvre de la stratégie a démarré avec la mise en place des cadres de concertation et la capacitation de ses membres ; ✓ le processus d'élaboration des plans d'action 2011 des cadres de concertation est en cours ; ✓ la JIF 2010 a été célébrée à Kalalé par toutes les sept communes de la ZIP et 5 PTF. Le processus a été évalué et une séance préparatoire de la JIF 2011 tenue; 	188 889	

<p>en appui-installation des groupements identifiés (Elaboration Tdr, enquête) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'élaboration d'un plan d'appui-accompagnement et de suivi par groupement (proposition et validation). 		<ul style="list-style-type: none"> ✓ les membres des Comités de Pilotage (dont sont membres des élus et personnels communaux) ont été formés sur la planification et la budgétisation sensibles au genre lors de l'élaboration des PDC ; ✓ 54 groupements et leurs besoins en renforcements de capacités ont été identifiés. 		
---	--	--	--	--

PREVISIONS		REALISATIONS		OBSERVATIONS
Produits/Activités	Coûts	Produits/Activités	Coûts	
Produit 4 : Les communes favorisent la diversification des sources de revenus des groupes vulnérables				
<u>Principales activités programmées :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'élaboration d'un plan d'action sur les questions des groupes vulnérables ; ✓ l'appui à la mise en œuvre du plan d'action sur les questions des groupes vulnérables; ✓ la sensibilisation des vulnérables sur les activités du cadre de concertation sur les questions relatives au genre ; ✓ l'appui aux communes pour identifier les initiatives économiques à caractère intercommunal ; ✓ l'appui aux communes pour l'identification, l'établissement et la mise en œuvre des partenariats avec le secteur privé ; ✓ l'appui à la mise en service de la mini-laiterie de Nikki ; ✓ la formation des vulnérables sur le montage des projets et suivi des dossiers ; ✓ le renforcement des capacités des 	178 506	<u>Réalisations :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les personnes vulnérables porteuses de projets à soumettre au financement du FDL ont été identifiées et les différents appuis par les communes sont en cours (signature des accords avec les CeCPA, mise à disposition des ressources); ✓ les équipements complémentaires de la mini laiterie sont mis en place et la remise officielle de la mini-laiterie aux communes a eu lieu ; ✓ le fermier est recruté et les activités de la mini laiterie ont démarré le 1er septembre 2010 ; ✓ les réflexions sur la mise en place d'un dispositif de promotion du développement économique local sont en cours (recherche de synergie avec processus ECOLOC et programme DEL de la coopération suisse). 	185 227	<p>Les services de consultant n'avaient pas été prévus pour l'identification des besoins des vulnérables, ce qui a entraîné une hausse des coûts de réalisation des dites activités.</p>

opérateurs privés à initier des projets viables en milieu rural ; ✓ l'accompagnement des porteurs de projets pour leur installation.				
---	--	--	--	--

PREVISIONS		REALISATIONS		OBSERVATIONS
Produits/Activités	Coûts	Produits/Activités	Coûts	
Produit 5 : Les communes améliorent les politiques publiques locales				
<u>Principales activités programmées :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la formation sur la planification sensible au genre et à la SECALIN. ✓ le suivi appui-conseil du processus de planification et programmation; ✓ l'évaluation des investissements réalisés dans le cadre du projet ADECOI (Fréquentation, Entretien, Gestion, Enquête de satisfaction); ✓ le renforcement des capacités (Passation des marchés, gestion des infrastructures, équipements) des communes dans la maîtrise d'ouvrage communale; ✓ la réalisation de l'étude de référence du projet; ✓ l'appui à la mise en œuvre des PARIEFIC (amélioration des services d'état civil) ✓ l'appui aux communes pour le réaménagement des systèmes de suivi 	65 000	<u>Réalisations :</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les communes disposent d'un cadre de dialogue pour la prise en compte des préoccupations des populations à l'occasion de l'élaboration et de la mise en œuvre des documents de planification ; ✓ les rapports provisoires des PDC sont disponibles ; ✓ les ateliers de verdissement des PDC ont été organisés et les documents pré-définitifs ont été transmis aux communes pour examen et adoption par les conseils communaux ; ✓ la mission de contrôle (gestion des fonds FADeC) s'est effectuée sur financement du Budget National ; ✓ l'appui à la mise en œuvre des actions planifiées dans les PARIEFIC sous forme : <ul style="list-style-type: none"> • d'appui en matériels roulant et 	58 683	<p>L'activité relative à la formation des bénéficiaires sur la planification sensible (genre et sécurité alimentaire) prévue dans ce produit pour un montant de \$5.588 a été intégrée au processus d'appui-conseil lors de l'élaboration des PDC (produit 1) et n'a donc plus nécessité des ressources.</p>

<p>évaluation (intégration des dimensions d'auto-évaluation et de suivi de la fourniture de services aux citoyens);</p> <p>✓ le renforcement des capacités des Services de Planification et de Développement Local (SPDL) pour la mise en œuvre d'activités de suivi et d'auto-évaluation participative de la décentralisation et de la gouvernance locale.</p>		<p>informatiques aux services communaux en charge du recouvrement des recettes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> •de vulgarisation du guide de recouvrement de la TDL au niveau de toutes les communes ; <p>✓ le cahier de charges informatiques en matière de gestion budgétaire des communes est élaboré, le document est validé et la version définitive du cahier de charges est transmise au SP/CONAFIL ;</p> <p>✓ les activités préparatoires à l'organisation des autoévaluations participatives sont achevées et les autoévaluations sont prévues pour décembre 2010 et janvier 2011 ;</p> <p>✓ l'évaluation des investissements réalisés dans le cadre du projet ADECOI (Fréquentation, Entretien, Gestion, Enquête de satisfaction) a été réalisée.</p> <p>✓ Le rapport de l'étude de référence est disponible.</p>		
---	--	---	--	--

